



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Unité départementale de la Loire-Atlantique

Nantes, le 16/06/2021

Affaire suivie par Yann DERRIEN
yann-o.derrien@developpement-durable.gouv.fr
Réf : N5-2021-0723

Bénéfice d'antériorité

Monsieur le directeur,

Votre établissement situé à Malville est autorisé, par arrêté préfectoral du 5 juin 2009, à exploiter des installations de traitement de surfaces et d'application de peinture au titre des rubriques n°2565 et 2940 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Par courrier du 9 septembre 2020 complété en dernier lieu le 21 mai 2021, vous avez adressé à la préfecture un dossier présentant un projet de modifications notables de vos installations (pour lequel votre société réfléchit sur la suite à donner) accompagné d'une demande de bénéfice d'antériorité, en application de l'article L.513-1 du code de l'environnement, pour les rubriques n°1978-8, 2940-2 et 2565-2 de la nomenclature des ICPE.

Vous y précisez les informations requises à l'article R.513-1 du code de l'environnement.

Après examen de votre demande, je vous informe que je prends acte de cette demande. Vous trouverez, en annexe à ce courrier, le nouveau classement de l'établissement au titre des ICPE.

Sont applicables les dispositions de votre arrêté préfectoral du 5 juin 2009 ainsi que celles des arrêtés ministériels de prescriptions générales concernant les installations soumises à enregistrement ou à déclaration.

Je vous invite à conserver ce présent courrier aux fins de contrôle de l'inspection des installations classées ou des organismes de contrôle agréés.

Je vous prie d'agréer, monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour la directrice,
Le chef de l'unité départementale de la Loire-Atlantique

Christophe HENNEBELLE

Copie : Préfecture

Société SPI
3 rue de l'Europe
Zone industrielle de la croix rouge
44 260 MALVILLE

ANNEXE AU COURRIER RÉFÉRENCÉ N5-2021-0723

Rubrique	Libellé	Grandeur	Régime	Observations
2565-2-a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1500 l	$V = 20 \text{ m}^3$	E	Bénéfice d'antériorité (changement de régime)
2940-2-a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 100 kg/ j	$C = 110 \text{ kg/j}$	E	Bénéfice d'antériorité (changement de régime)
2940-3-b	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque 3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques, la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : b) Supérieure à 20 kg/ j, mais inférieure ou égale à 200 kg/ j	$C = 50 \text{ kg/j}$	DC	
1978-8	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/ an	$Q = 8 \text{ t/an}$	D	Bénéfice d'antériorité
2575	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	$P = 30 \text{ kW}$	D	Pas de modification des installations – Révision du calcul des puissances de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation Application de l'arrêté ministériel du 30-06-1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique n°2575
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	$P = 2,9 \text{ MW}$	DC	Aucun équipement ayant une puissance unitaire supérieure à 1 MW